

# BEI

La BERD est parvenue à terminer l'exercice 2016 sur un excellent résultat, en dépit d'un environnement opérationnel et géopolitique extrêmement instable.

La Direction a adopté une approche proactive de la crise dans ses principaux pays d'opérations, en appliquant un programme d'efficacité et d'efficience opérationnelles sans précédent, destiné à réformer ses processus de fonctionnement et à moderniser son infrastructure informatique. Même si cette politique ne portera vraiment ses fruits que dans les années à venir, la BERD envoie ainsi un message clair à ses contreparties externes et internes, indiquant qu'elle est parfaitement préparée à affronter les défis de demain.

La BERD s'est également dotée en 2016 d'un nouveau concept de la transition, qui adapte son modèle opérationnel aux mutations des marchés et aux instructions de ses actionnaires.

L'évolution de la situation géopolitique et macroéconomique génère des défis supplémentaires pour l'ensemble des IFI actives dans les pays d'opérations de la BERD. La BEI se tient prête à renforcer sa coopération avec la BERD non seulement hors d'Europe, mais aussi et plus particulièrement au sein de l'Union européenne, face aux demandes accrues des actionnaires membres de l'UE et de la Commission européenne.

Notre bonne coopération institutionnelle, en particulier au niveau opérationnel et dans les pays partenaires, est essentielle pour mobiliser des ressources qui sont rares et améliorer notre impact.

J'aimerais citer quelques exemples, parmi les nombreux cas de réalisations communes menées à bien par nos deux institutions. Celles-ci contribuent l'une comme l'autre au redressement économique de la **Grèce**, en aidant des clients du secteur aussi bien privé que public, grâce au soutien que nous apportons ensemble au secteur bancaire grec et dans le cadre du projet récemment approuvé de privatisation d'aéroports.

En **Turquie**, nous participons au cofinancement d'hôpitaux, via des partenariats public-privé (PPP) innovants et diverses institutions financières, dans des circonstances très difficiles. Le métro d'Istanbul est un autre exemple de projet majeur dans le secteur des infrastructures urbaines turques. Dans le cadre de nos activités conjointes destinées à atténuer les effets de la crise des réfugiés dans toute la région, nous participons au programme de réponse à la crise de l'Union européenne, par des prêts accordés essentiellement aux PME et par des investissements dans les infrastructures municipales.

Dans l'**Ouest des Balkans**, nous avons concentré notre coopération sur le financement des infrastructures routières et ferroviaires, ainsi que dans le secteur de l'énergie.

Dans la région **SEMED**, malgré des conditions difficiles, nous sommes engagés dans une coopération sur des projets d'infrastructures environnementales et énergétiques.

Dans les pays du **voisinage oriental**, nous avons élaboré et financé conjointement le gazoduc d'interconnexion de Moldova et soutenu ensemble un certain nombre de projets de transports urbains en Ukraine. Dans un cas comme dans l'autre, ces investissements étaient plus que nécessaires dans la conjoncture actuelle.

Concernant la coopération en 2017, les initiatives s'accélérent, avec le projet commun d'hôpital à Bursa et un nouveau projet environnemental majeur en Égypte, qui devraient porter à près d'un milliard d'euros le montant global des financements accordés jusqu'à présent par la BEI à des projets conjoints – résultat dont nous nous félicitons.

Les projets ultérieurs s'alignent bien sur les priorités définies dans le Cadre stratégique et capitalistique, car ils contribuent à une énergie durable et à une utilisation durable des ressources, ainsi qu'à la sécurité énergétique, et sont axés sur le renforcement des capacités et le dialogue sur les politiques à mener.

Ces quelques exemples doivent être vus à la lumière de la manière très ouverte et transparente dont nos deux institutions communiquent, comme le prouvent les divers groupes de travail et rencontres informatives de haut niveau organisés dans les domaines des services juridiques, de la conformité, des opérations/services bancaires, de la passation de marchés, des ressources humaines et de la coopération technique, pour n'en citer que quelques-uns.

Une coopération fructueuse dépend non seulement, bien entendu, du volume de cofinancement, mais aussi d'une bonne division du travail, tirant parti des points fort de chaque IFI. Une approche collaborative et complémentaire est par conséquent nécessaire dans l'ensemble de nos services, notamment en ce qui concerne nos services de conseil et dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS), aussi connu sous le nom de Plan Juncker, qui a mis en place une plateforme de conseil destinée à mieux répondre aux besoins de nos clients et à laquelle nos deux institutions participent.

Les secteurs du financement de l'innovation et du cofinancement d'investissements majeurs dans « l'économie verte » (notamment via des services de conseil), aussi bien en dehors de l'Union européenne qu'en son sein, pourraient constituer d'autres domaines dans lesquels exercer notre complémentarité. Nos institutions sont bien placées pour répondre à la demande croissante dans ces domaines et devraient, afin d'accroître leur impact, développer leur offre de produits et élaborer conjointement des lignes directrices sectorielles.

Les incertitudes politiques qui perdurent, les vagues d'agitation sociale et, plus largement, les tensions régionales affectent les perspectives de croissance et les investissements étrangers directs dans la plupart des pays de la région. Cela complique les conditions d'opération de la BERD, mais, malgré les défis – ou peut-être à cause d'eux – l'engagement déterminé de la Banque est plus nécessaire et urgent que jamais.